

DGH : « Dites-nous ce dont vous avez besoin, on vous expliquera comment vous en passer ! »

Une réduction nationale de la DGH des établissements de l'enseignement agricole public très alarmante

II	DGH notifiée 2024/2025	Équivalent ETP 648 h	DGH notifiée 2025/2026	Différence en heures	Différence en ETP	Part de différentiel équivalent ETP
Auvergne-Rhône-Alpes	662 340	1 022	663 334	994	1,53	0,15%
Bourgogne-Franche-Comté	405 200	625	400 338	-4 862	-7,50	-1,20%
Bretagne	249 270	385	244 159	-5 111	-7,89	-2,05%
Centre-Val de Loire	259 290	400	257 604	-1 686	-2,60	-0,65%
Corse	31 810	49	30 776	-1 034	-1,60	-3,25%
Grand Est	399 980	617	395 780	-4 200	-6,48	-1,05%
Guadeloupe	27 350	42	26 461	-889	-1,37	-3,25%
Guyane	30 330	47	29 602	-728	-1,12	-2,40%
Hauts-de-France	279 770	432	278 931	-839	-1,29	-0,30%
Île-de-France	90 320	139	88 469	-1 851	-2,86	-2,05%
La Réunion	41 460	64	40 962	-498	-0,77	-1,20%
Martinique	41 080	63	39 932	-1 148	-1,77	-2,79%
Mayotte	29 930	46	30 005	75	0,12	0,25%
Normandie	271 670	419	270 584	-1 086	-1,68	-0,40%
Nouvelle-Aquitaine	730 620	1 128	725 140	-5 480	-8,46	-0,75%
Occitanie	647 220	999	648 514	1 294	2,00	0,20%
Pays de la Loire	275 710	425	274 056	-1 654	-2,55	-0,60%
Polynésie Française	22 920	35	22 175	-745	-1,15	-3,25%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	244 590	377	245 202	612	0,94	0,25%
Wallis et Futuna	8 470	13	8 478	8	0,01	0,09%
Total	4 749 330	7 329	4 720 502	-28 828	-44,49	-0,61%

À l'échelle nationale, dans l'enseignement agricole public, ce sont 28 828 h (soit 45 Équivalents Temps Plein) qui sont visées.

Alors que l'enseignement agricole se trouve aujourd'hui dans l'obligation urgente d'apporter des réponses au renouvellement des générations et aux nombreux défis, sociétaux, environnementaux, ou encore climatiques qui attendent notre agriculture et les territoires ruraux.

À titre d'exemple, en région Nouvelle-Aquitaine, le 7 janvier 2025, la Directrice Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) a annoncé une réduction de la DGH régionale de 5 480 heures, soit l'équivalent de 8,5 ETP. Cependant, la DRAAF, dans un élan apparent de « mansuétude », a choisi de ne flécher que 3 300 heures sur les 5 480 prévues, laissant aux établissements le soin de « combler » l'écart de 2 180 heures manquantes. Un geste magnanime ? C'est ainsi que plusieurs collègues ont eu la surprise d'apprendre, lors des traditionnels vœux de nouvelle année, que leurs établissements figuraient parmi les heureux élus de cette grande loterie des heures à rendre. Blanquefort ? 1 100 heures à sacrifier. Bourcefranc ? 550 heures. Surgères ? 700 heures. Niort ? 550 heures.

Un véritable cadeau empoisonné pour démarrer l'année sous les meilleurs auspices ! Mais ne vous inquiétez pas, tout cela est fait avec une bienveillance toute administrative : il reste encore 400 heures à répartir ici et là, histoire que chacun puisse goûter aux joies de la réduction des moyens.

Et comme nous vivons une époque pleine de surprises, il ne serait pas étonnant que les 2 180 heures restantes, généreusement non demandées pour le moment, fassent leur grand retour à l'occasion des prochains « dialogues » de gestion. Après tout, il serait dommage de laisser ces heures orphelines. Ne soyons pas ingrats !



Certains établissements auront sans doute à cœur de les offrir d'eux-mêmes, dans un élan presque suicidaire. Une gestion qui relève davantage de l'abandon volontaire. Il faudra bien que ces heures soient trouvées quelque part...

La méthode ? Tout simplement laisser croire qu'on leur offre une marge de manœuvre, alors qu'il s'agit en réalité d'une invitation déguisée à saboter leurs propres moyens. Une rationalisation cynique, qui n'est rien d'autre qu'une délégation du sale boulot.

Ce qui se déroule actuellement en Nouvelle-Aquitaine n'est qu'un avant-goût de ce qui attend toutes les autres régions. Ce plan de réduction des moyens n'est ni ponctuel ni localisé : c'est une mécanique bien huilée qui s'étendra à l'ensemble du territoire, région après région, établissement après établissement. Chaque DRAAF appliquera la même recette, avec des ajustements « locaux » qui masqueront à peine la brutalité des coupes. Et ne croyez pas que cela s'arrêtera là : si l'on commence par quelques milliers d'heures, il est évident que les dialogues de gestion suivants amplifieront le phénomène.

Aujourd'hui, Velet, Blanquefort, Bourcefranc, Surgères et Niort. Demain, ce sera Limoges, Pau, Périgueux, Amiens, Marseille.... Et après-demain ? Tous les établissements de France y passeront, dans une logique implacable de rabotage budgétaire, sous couvert de rationalisation. Une rationalisation qui, rappelons-le, consiste à entasser des élèves aux parcours souvent complexes dans des classes surchargées, au mépris de toute réalité pédagogique.



Soyons clairs : ce scénario est écrit d'avance. La seule inconnue reste le degré de résignation que chacun de nous acceptera d'adopter face à cette déferlante. Serons-nous les spectateurs passifs d'une mise à mort programmée de nos établissements, ou saurons-nous, enfin, dénoncer cette politique absurde et destructrice ?

Une décision prise dans un contexte politique incertain

Cette décision suscite d'autant plus d'inquiétude qu'elle a été prise dans un contexte politique inédit. Notre administration applique des directives issues d'un budget actuellement suspendu. Pourquoi ces coupes budgétaires alors qu'aucune décision politique directe ne peut justifier ces mesures ?

C'est à se demander si ces initiatives ne relèvent pas d'un excès de zèle bureaucratique.

La froide logique administrative ou l'art du tableau Excel®

Nous entendons, bien sûr, les propos “rassurants” de notre administration (DRAAF Nouvelle Aquitaine). « On ne vise pas que des classes à 32 élèves », nous dit-on. Mais, soyez-en sûrs, « si on a que des classes à 32, on pourra regagner de la DGH » (sic).

Ce raisonnement, aussi absurde que calculé, repose sur une logique implacable :

- Si une classe compte moins de 10 élèves, on monte à 15.
- Si elle atteint 15, on fusionne pour passer à 30.
- À 30 élèves, tout va bien : les ratios sont optimisés, la DGH est sauvée... sur le papier.

Peu importe la pédagogie, peu importe les conditions d'enseignement quitte à supprimer la plupart des doubléments. L'important, c'est que le tableau Excel® reste au vert.

Et pour ceux qui s'inquiéteraient de l'impact sur la qualité de vie au travail ? Pas de panique. "Cela n'aura aucun impact", nous dit-on. « Les salaires ne baisseront pas. »

Finalement, peu importe si les enseignants, CPE, directeurs subissent ces conditions d'enseignement intenables. Tant qu'ils continuent à faire tourner la machine, tout va bien. L'administration a fait ses calculs : le personnel est un paramètre ajustable. Après tout, un agent fatigué reste fonctionnel... jusqu'à ce qu'il casse. Mais rassurez-vous, il y aura toujours une case « remplaçant » à cocher dans le tableau Excel®...

Une ignorance totale des réalités de terrain

Les apprenants que nous accueillons dans nos classes de 4ème, 3ème, CAPA, Bac Pro ou autres formations professionnelles sont souvent des jeunes qui, pour réussir leur parcours scolaire et s'insérer professionnellement, nécessitent un accompagnement renforcé dans des classes à petits effectifs. Réduire les moyens et imposer des regroupements de classes dans une logique de rationalisation, c'est tout simplement ignorer ces réalités. C'est sacrifier l'avenir de notre jeunesse sur l'autel des économies budgétaires, avec des conséquences sociales et économiques désastreuses.

Les politiques actuelles ne visent qu'à poursuivre la réduction massive de la dépense publique, au mépris des besoins réels de nos jeunes et des spécificités de l'enseignement agricole. Cette logique est une insulte à notre mission d'éducation et d'accompagnement. Nous formons des citoyens, des professionnels de demain, et ces jeunes méritent bien plus que des décisions comptables prises à la va-vite par des technocrates déconnectés de la ruralité.

Ne soyons pas des spectateurs passifs

Ce contexte nous rappelle la célèbre fable de la grenouille dans la casserole : une grenouille plongée dans une eau froide, portée progressivement à ébullition, finit par s'endormir et mourir sans réagir. Nous sommes cette grenouille, bercés par des annonces successives qui, prises isolément, paraissent supportables. Pourtant, l'eau chauffe. Et si, au lieu de s'assoupir, on se demandait : jusqu'où sommes-nous prêts à laisser monter la température ?

Nous ne nous voulons pas faire la morale, ni agiter de vieux spectres mais il nous faut secouer cette petite voix qui murmure que « ce n'est pas si grave ». Le danger, voyez-vous, ce n'est pas la tempête soudaine — c'est le calme qui nous pousse à rester assis. Car, au fond, on attend quoi ? Que le scénario se répète ? Que le dernier train parte pendant qu'on reste immobiles ?



LE NOUVEAU DIALOGUE SOCIAL

En paraphrasant Niemöller voilà comment nous pourrions illustrer ce qui se trame :

Quand ils ont fusionné des classes à Niort, je n'ai rien dit, je ne travaillais pas à Niort.

Quand ils ont supprimé des filières à Surgères, je n'ai rien dit, je ne travaillais pas à Surgères.

Quand ils ont fermé des postes à Bourcefranc, je n'ai rien dit, je ne travaillais pas à Bourcefranc.

Quand ils ont licencié des collègues à Blanquefort, je n'ai rien dit, je ne travaillais pas à Blanquefort.

Quand ils ont fermé le lycée de Velet, je n'ai rien dit, je ne travaillais pas à Velet.

Quand ils ont voulu faire du mixage dans mon établissement, je n'ai rien dit, j'étais fonctionnaire. Puis ils ont supprimé mon poste. Les rares qui restaient avaient trop de craintes pour pouvoir me défendre...

La réduction des moyens alloués à l'enseignement agricole public ne peut être acceptée sans réaction collective. Ce que nous vivons n'est pas une fatalité, mais un choix politique.

FO Enseignement Agricole invite les élus dans les instances régionales à demander des explications.

FO Enseignement Agricole vous encourage à vous réunir dans chaque établissement et à envisager les actions à mener.

**C'EST ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS DÉFENDRE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC
PAR DES ACTIONS COLLECTIVES !**



**Pour agir et se faire entendre, venez rejoindre FO
Enseignement Agricole !**

En adhérant à **FORCE OUVRIÈRE**, vous adhérez à un syndicat libre
dont le ciment fondateur est l'indépendance.

Téléchargez le bulletin d'adhésion [ici](#)